

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 2009 — 1424 [C — 2009/15038]

16 FEVRIER 2009. — Loi portant assentiment au *Traité sur un Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS)*, fait à Luxembourg le 29 juin 2000 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le *Traité sur un Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS)*, fait à Luxembourg le 29 juin 2000, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 février 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
K. DE GUCHT

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Note

(1) *Session 2007-2008 et 2008-2009.*

Sénat.

Documents. — Projet de loi déposé le 20 août 2008, n° 4-897/1. — Rapport, n° 4-897/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 6 novembre 2008. — Vote. Séance du 6 novembre 2008.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 52-1571/1. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 52-1571/2.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 27 novembre 2008. — Vote. Séance du 27 novembre 2008.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 2009 — 1424 [C — 2009/15038]

16 FEBRUARI 2009. — Wet houdende instemming met het *Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS)*, gedaan te Luxemburg op 29 juni 2000 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het *Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS)*, gedaan te Luxemburg op 29 juni 2000, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 februari 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
K. DE GUCHT

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008 en 2008-2009.*

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 20 augustus 2008, nr. 4-897/1. — Verslag, nr. 4-897/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 6 november 2008. — Stemming. Vergadering van 6 november 2008.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 52-1571/1. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 52-1571/2.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 27 november 2008. — Stemming. Vergadering van 27 november 2008.

Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS)

Het Koninkrijk België;

de Federale Republiek Duitsland;

het Groothertogdom Luxemburg;

het Koninkrijk der Nederlanden;

het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

hierna te noemen verdragsluitende Partijen,

Overwegende dat het de taak is van de centrale autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de registratie van voertuig- en rijbewijsgegevens om bij te dragen aan de voorkoming, opsporing en vervolging van overtredingen van de verordeningen van individuele Staten;

Erkende de noodzaak van doeltreffende wederzijdse uitwisseling van informatie over rijbewijsgegevens, om te verzekeren dat personen bevoegd zijn om een voertuig te besturen overeenkomstig nationale en internationale verordeningen;

Traité sur un Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS)

Le Royaume de Belgique,

la République fédérale d'Allemagne,

le grand-duché de Luxembourg,

le Royaume des Pays-Bas,

le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

ci-après dénommés les Parties contractantes,

Considérant qu'il appartient aux autorités centrales compétentes pour l'enregistrement des données relatives aux véhicules et aux permis de conduire de contribuer à la prévention, à la recherche et à la poursuite d'infractions contre les prescriptions des différents Etats;

Reconnaissant la nécessité d'un échange mutuel efficace d'informations sur les permis de conduire afin de garantir que les personnes sont qualifiées pour conduire des véhicules en conformité avec les prescriptions nationales et internationales;

Reconnaissant aussi la nécessité d'un échange mutuel efficace d'informations sur les données relatives aux véhicules afin de garantir que ces derniers sont correctement immatriculés et/ou enregistrés en vue de leur admission à la circulation routière;

Conscientes de l'importance de disposer de données exactes sur les véhicules et les permis de conduire qui peuvent servir dans le cadre de la recherche et de la poursuite d'infractions;

Considérant que la sûreté publique est sérieusement mise en cause par la dimension croissante de la criminalité transfrontalière en relation avec des véhicules;

Persuadées que la coopération entre les autorités centrales compétentes pour l'enregistrement des données relatives aux véhicules et aux permis de conduire doit être renforcée par la détermination de procédures qui permettent à ces autorités à la fois une démarche concordante et un échange de données personnelles et d'autres informations relatives à l'enregistrement de véhicules et de permis de conduire à l'aide de nouvelles technologies de gestion et de transmission de données;

Considérant les dispositions de protection des données de la Directive 95/46/CE du Parlement Européen et du Conseil du 24 octobre 1995;

sont convenues des dispositions suivantes :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}

Au sens du présent Traité on entend par :

1. « Partie », une quelconque partie du Traité, c'est-à-dire soit une partie contractante, soit une partie adhérente au Traité;
2. « autorités centrales », les autorités des Parties qui sont responsables de la gestion des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire;
3. « prescriptions nationales », toutes les règles juridiques et administratives d'une Partie pour l'exécution desquelles les autorités centrales de cette Partie sont responsables, intégralement ou partiellement, en matière :
 - a) d'immatriculation ou d'enregistrement de véhicules; et
 - b) de délivrance et d'enregistrement de permis de conduire;
4. « données personnelles », toutes les informations relatives à une personne physique déterminée ou susceptible d'être déterminée.

CHAPITRE 2. — Institution d'un système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS)

Article 2

1. Les autorités centrales mettent au point et tiennent à jour un système commun pour l'échange de données relatives aux véhicules et aux permis de conduire, ci-après dénommé « Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire » connu sous le nom « EUCARIS ». »

2. L'objet du Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire consiste :

- i) à garantir l'exactitude et la fiabilité des banques de données centrales des Parties relatives aux véhicules et aux permis de conduire;
- ii) à contribuer, à prévenir, à rechercher et à poursuivre les infractions contre les lois des différents Etats dans le domaine des permis de conduire, de l'enregistrement de véhicules et d'autres fraudes et actions criminelles en relation avec des véhicules; et
- iii) à échanger rapidement les informations afin d'augmenter l'efficacité des mesures administratives que les autorités compétentes ont engagées en conformité avec les règles juridiques et administratives des Parties.

CHAPITRE 3. — Gestion et utilisation du système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire

Article 3

Dans le cadre du Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire, les autorités centrales rendent possible l'accès réciproque à une partie déterminée des données enregistrées dans les banques de données relatives aux véhicules et aux permis de conduire des Parties.

A cette fin, chaque autorité centrale dispose de son propre matériel informatique qui, grâce à l'utilisation de logiciels communs, permet l'accès aux données de ses propres banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire aux fins de la réalisation de l'objet du Traité, et rend accessible les données des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire des autres Parties.

Tevens de noodzaak erkennende van doeltreffende wederzijdse uitwisseling van informatie over voertuiggegevens, om te verzekeren dat voertuigen op de juiste wijze worden toegelaten en/of geregistreerd zijn voor weggebruik;

Indachtig het belang van zorgvuldige registratie van gegevens omtrent voertuigen en rijbewijzen, die kunnen worden gebruikt in verband met opsporingsonderzoek en vervolging van overtredingen;

Overwegende dat de openbare veiligheid ernstig wordt bedreigd door de toename van internationale criminaliteit waarbij voertuigen zijn betrokken;

Ervan overtuigd dat samenwerking tussen de centrale autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de registratie van gegevens omtrent voertuigen en rijbewijzen moet worden versterkt door instelling van procedures die deze autoriteiten in staat stellen om zowel hun activiteiten te coördineren, als ook persoonlijke en andere informatie betreffende de registratie van voertuigen en rijbewijzen uit te wisselen met behulp van nieuwe technologie voor beheer en overbrenging van gegevens;

Overwegende de bepalingen voor bescherming van gegevens van Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995;

zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1

In dit Verdrag wordt verstaan onder :

1. « Partij » : elke partij bij het Verdrag, dat wil zeggen zowel een verdragsluitende Partij als een Partij die tot het Verdrag is toetreden;
2. « centrale registratieautoriteiten » : de autoriteiten van de Partijen, die verantwoordelijk zijn voor het beheer van de centrale registers van voertuigen en rijbewijzen;
3. « nationale verordeningen » : alle wettelijke en administratieve verordeningen van een Partij, voor de tenuitvoerlegging waarvan de centrale registratieautoriteiten van deze Partij geheel of gedeeltelijk verantwoordelijk zijn ten aanzien van :
 - a) de vergunningverlening of de registratie van voertuigen; en
 - b) de afgifte en registratie van rijbewijzen;
4. « persoonlijke gegevens » : elke informatie over een bepaalde of identificeerbare persoon.

HOOFDSTUK 2. — Het opzetten van een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS)

Artikel 2

1. De centrale registratieautoriteiten belasten zich met het opzetten en instandhouden van een gemeenschappelijk systeem voor de uitwisseling van gegevens over voertuigen en rijbewijzen, hierna te noemen het « Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem », bekend als EUCARIS.

2. Het doel van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem is :

- i) te verzekeren dat de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van Partijen nauwkeurig en betrouwbaar zijn;
- ii) bijstand te verlenen bij preventie, opsporing en vervolging van overtredingen van de wetten van individuele Staten op het gebied van rijbewijzen, voertuigregistraties en van andere met voertuigen verband houdende fraude en criminaliteit; en
- iii) snel informatie uit te wisselen om de doeltreffendheid van administratieve maatregelen van de relevante autoriteiten in overeenstemming met de nationale verordeningen van Partijen te vergroten.

HOOFDSTUK 3. — Werking en toepassing van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem

Artikel 3

In het kader van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem dienen de centrale registratieautoriteiten elkaar inzage te verlenen in een specifiek gedeelte van de gegevens opgeslagen in de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van de Partijen.

Hier toe dient elke centrale registratieautoriteit te beschikken over haar eigen computerapparatuur die door middel van gemeenschappelijke programmatuur, toegang mogelijk maakt tot de gegevens van haar eigen centrale voertuig- en rijbewijsregisters ter verwezenlijking van het doel van het Verdrag en toegang geeft tot de gegevens van de centrale voertuig- en rijbewijsregisters van de andere Partijen.

Article 4

Aux fins de la réalisation de l'objet défini à l'article 2, alinéa (2), les autorités centrales sont tenues, en prenant recours à des procédures automatisées, d'extraire, conformément aux articles 3 et 5, les données des banques de données centrales relatives aux véhicules et aux permis de conduire en vue d'assurer les tâches suivantes :

a) Banque de données centrale relative aux véhicules :

Si une demande pour l'immatriculation d'un véhicule est présentée dans le ressort d'une autorité centrale et si ce véhicule a été préalablement immatriculé dans le ressort d'une autre autorité centrale, les données fournies par le requérant doivent être comparées avec celles de la banque de données centrale relative aux véhicules de la Partie sur le territoire de laquelle le véhicule était immatriculé auparavant.

Si les données fournies par le requérant permettent d'établir que le véhicule avait été immatriculé auparavant sur le territoire national d'une autre Partie, les données fournies par le requérant sont en outre à comparer avec celles de la banque de données centrale relative aux véhicules de cette Partie.

b) Banque de données centrale relative aux permis de conduire :

Si la délivrance d'un permis de conduire est demandée dans le ressort d'une autorité centrale, celle-ci est autorisée à vérifier, en examinant les données disponibles dans les banques de données centrales relatives aux permis de conduire des autres Parties, si le requérant s'est vu délivrer dans le passé un permis de conduire qui est toujours valable.

La même procédure est d'application si une demande est présentée pour le remplacement ou l'échange d'un permis de conduire qui a été délivré dans le ressort d'une autre autorité centrale.

Si un permis de conduire qui a été délivré dans le ressort d'une autre autorité centrale est présenté auprès d'une autorité centrale aux fins de son enregistrement, une comparaison des données doit avoir lieu avec les données de la banque de données centrale relative aux permis de conduire de la Partie sur le territoire de laquelle le permis de conduire a été délivré.

Article 5

1. Les données suivantes doivent être disponibles en vue d'être récupérées par le biais de la procédure automatisée utilisée par les autorités centrales :

a) Banque de données centrale relative aux véhicules :

- i) constructeur (et, si disponible, type)
- ii) numéro d'identification du véhicule;
- iii) numéro d'immatriculation;
- iv) date de la première immatriculation;
- v) type de carburant et/ou genre de propulsion;
- vi) confirmation de vol.

b) Banque de données centrale relative aux permis de conduire :

- i) numéro du document et/ou numéro du permis de conduire;
- ii) nom ou nom de naissance, prénoms;
- iii) date et lieu de naissance;
- iv) catégories;
- v) conditions et restrictions;
- vi) durée de validité;
- vii) suspension, retrait, interdiction de conduire, saisie et dépôt en garde;
- viii) date de délivrance.

2. Des accords concernant la récupération d'autres données par les autorités centrales dans le cadre de prescriptions nationales ne sont pas affectés.

Article 6

Aux fins de la réalisation de l'objet défini à l'article 2, alinéa (2), les autorités centrales font le nécessaire, conformément aux prescriptions nationales des Parties, pour que des mesures soient prises pour clarifier la situation avant toute autre démarche administrative, s'il existe des doutes sur la situation réelle ou juridique des véhicules ou des permis de conduire.

Artikel 4

Om het doel, zoals vermeld in artikel 2, tweede lid, te verwezenlijken, dienen de centrale registratieautoriteiten, door middel van geautomatiseerde procedures, de gegevens uit de centrale voertuig- en rijbewijsregisters na te zoeken als bedoeld in de artikelen 3 en 5 teneinde de volgende taken te verrichten;

a) Centraal voertuigregister :

Indien een aanvraag wordt ingediend voor registratie van een voertuig binnen het verantwoordelijkheidsgebied van een centrale registratieautoriteit en indien dat voertuig eerder is geregistreerd in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit, dan dient de door de aanvrager verstrekte informatie te worden vergeleken met de informatie uit het centraal voertuigregister van de Partij op wiens grondgebied het voertuig reeds eerder werd geregistreerd.

Indien de door de aanvrager verstrekte informatie tot de conclusie leidt dat het voertuig reeds eerder werd geregistreerd op het grondgebied van een andere Partij, dan moet de door de aanvrager verstrekte informatie ook worden vergeleken met de informatie uit het centraal voertuigregister van die Partij.

b) Centraal rijbewijsregister :

Indien een aanvraag voor een rijbewijs wordt ingediend in het verantwoordelijkheidsgebied van een centrale registratieautoriteit, dan kan die autoriteit door de informatie van de centrale rijbewijsregisters van de andere Partijen te raadplegen, controleren of de aanvrager in het verleden een rijbewijs werd verstrekt dat nog steeds geldig is.

Dezelfde procedure dient te worden gevolgd indien een aanvraag wordt ingediend voor de vervanging of de inwisseling van een rijbewijs dat in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit is uitgegeven.

Indien een rijbewijs dat is afgegeven in het verantwoordelijkheidsgebied van een andere centrale registratieautoriteit voor registratie wordt aangeboden aan een centrale registratieautoriteit, dienen de gegevens te worden gecontroleerd aan de hand van de informatie van het centrale rijbewijsregister van de Partij op wiens grondgebied het rijbewijs werd afgegeven.

Artikel 5

1. De volgende gegevens dienen voor het opvragen via de geautomatiseerde procedure van de centrale registratieautoriteiten beschikbaar te zijn :

a) Centraal voertuigregister :

- i) fabrikant (en model, indien beschikbaar);
- ii) identificatienummer van het voertuig;
- iii) registratienummer;
- iv) datum van eerste registratie;
- v) type brandstof en/of type aandrijving;
- vi) bevestiging van diefstal.

b) Centraal rijbewijsregister :

- i) documentnummer en/of rijbewijsnummer;
- ii) achternaam of achternaam bij geboorte, voornamen;
- iii) geboortedatum en -plaats;
- iv) categorieën;
- v) voorwaarden en beperkingen;
- vi) geldigheidsduur;
- vii) ongeldigverklaring, intrekking, rijverboden, inbeslagneming en inbewaring-stelling;
- viii) datum van afgifte.

2. Overeenkomsten betreffende de raadpleging van andere informatie door de centrale registratieautoriteiten in het kader van nationale voorschriften blijven onverminderd van kracht.

Artikel 6

Om het doel, zoals vermeld in artikel 2, tweede lid, te verwezenlijken, dienen de centrale registratieautoriteiten, in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen, erop toe te zien dat activiteiten worden ontplooid om helderheid in de situatie te brengen voordat verdere administratieve maatregelen worden genomen, indien er enige twijfel bestaat over de feitelijke of juridische omstandigheden van de voertuigen of rijbewijzen.

Ces mesures doivent être prises dans les cas suivants :

a) Banque de données centrale relative aux véhicules :

i) si les données fournies par le requérant dans le cadre de la procédure d'immatriculation ne peuvent pas être trouvées dans la banque de données centrale relative aux véhicules de la Partie sur le territoire national de laquelle le véhicule est censé avoir été immatriculé préalablement;

ii) si les données fournies par le requérant dans le cadre de la procédure d'immatriculation diffèrent de celles de la banque de données centrale relative aux véhicules de la Partie sur le territoire national de laquelle le véhicule était immatriculé préalablement;

iii) si, selon les indications de la banque de données centrale relative aux véhicules d'une Partie, le véhicule dont l'immatriculation est demandée, est déclaré volé.

b) Banque de données centrale relative aux permis de conduire :

i) si dans le cadre de la procédure de remplacement, d'échange ou d'enregistrement d'un permis de conduire, il est établi que, selon les indications de la banque de données centrale relative aux permis de conduire d'une Partie, un permis de conduire valable a déjà été délivré au nom du requérant;

ii) si dans le cadre de la procédure de remplacement, d'échange ou d'enregistrement d'un permis de conduire, les données fournies par le requérant ne peuvent pas être trouvées dans la banque de données centrale relative aux permis de conduire de la Partie sur le territoire national de laquelle le permis de conduire a été délivré ou si elles diffèrent de celles qui y sont contenues;

iii) si dans le cadre de la procédure de remplacement, d'échange ou d'enregistrement d'un permis de conduire, il est établi que, selon les indications de la banque de données centrale relative aux permis de conduire d'une Partie, le titulaire du permis a perdu son droit de conduire ou qu'il fait l'objet d'une interdiction de conduire et/ou que son permis de conduire a été retiré, saisi ou gardé en dépôt.

Article 7

1. Si un véhicule qui a été immatriculé sur le territoire national d'une Partie est immatriculé sur le territoire national d'une autre Partie, l'autorité centrale en informe sur-le-champ l'autorité centrale de la Partie sur le territoire national de laquelle le véhicule était immatriculé en dernier lieu. Les données relatives au véhicule mentionnées à l'article 5 doivent être communiquées en même temps que la date d'immatriculation.

2. Si un permis de conduire qui a été délivré sur le territoire national d'une Partie est remplacé, échangé ou enregistré sur le territoire national d'une autre Partie, l'autorité centrale en informe sur-le-champ l'autorité centrale de la Partie qui a délivré le permis de conduire. Les données relatives au permis de conduire mentionnées à l'article 5 doivent être communiquées en même temps que la date de remplacement, d'échange ou d'enregistrement.

Article 8

1. L'accès direct aux données disponibles en vue de leur récupération dans le cadre du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire est réservé aux autorités centrales des Parties.

2. Ces autorités sont responsables, pour compte de leur Partie, de la gestion conforme du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire et prennent les mesures appropriées pour assurer le respect des dispositions du Traité.

Article 9

Les données qui sont communiquées dans le cadre du Système d'Information Européen concernant les Véhicules et les Permis de conduire ne doivent être transmises par les autorités centrales aux autorités administratives compétentes pour l'immatriculation de véhicules et pour la délivrance et l'enregistrement de permis de conduire que conformément aux prescriptions nationales des Parties, aux seules fins de la réalisation de l'objet défini à l'article 2, alinéa (2).

Conformément aux prescriptions nationales des Parties, ces données ne peuvent être communiquées qu'aux seules autorités policières, douanières, judiciaires et de sûreté nationale, aux fins de la réalisation de l'objet défini à l'article 2, alinéa (2). Ces données ne doivent en aucun cas être transmises à une quelconque autre entité ou organisation.

Deze maatregelen dienen in de volgende gevallen te worden genomen :

a) Centraal voertuigregister :

i) indien de door de aanvrager bij het proces voor registratie verstrekte informatie niet is te vinden in het centraal voertuigregister van de Partij op wiens grondgebied het voertuig vermoedelijk eerder is geregistreerd;

ii) indien de door de aanvrager bij het proces voor registratie verstrekte informatie afwijkt van de informatie in het centraal voertuigregister van de Partij op wiens grondgebied het voertuig reeds eerder werd geregistreerd;

iii) indien volgens de informatie in het centraal voertuigregister van een van de Partijen het voertuig waarop de registratieaanvraag betrekking heeft, als gestolen te boek staat.

b) Centraal rijbewijsregister :

i) indien bij het proces van vervanging, inwisseling of registratie van een rijbewijs wordt vastgesteld dat, volgens de informatie van het centraal rijbewijsregister van een van de Partijen, ten name van de aanvrager reeds een geldig rijbewijs is afgegeven;

ii) indien bij het proces van vervanging, inwisseling of registratie van een rijbewijs blijkt dat de door de aanvrager verstrekte informatie niet voorkomt in het centraal rijbewijsregister van de Partij op wiens grondgebied het rijbewijs werd afgegeven of dat deze afwijkend is;

iii) indien bij het proces van vervanging, inwisseling of registratie van een rijbewijs wordt vastgesteld dat, volgens de informatie in het centraal rijbewijsregister van een van de Partijen, de houder van het rijbewijs de rijbevoegdheid is ontnomen en/of zijn rijbewijs is ingetrokken, in beslag of in bewaring is genomen.

Artikel 7

1. Indien een voertuig dat eerder werd geregistreerd op het grondgebied van een van de Partijen, wordt geregistreerd op het grondgebied van een van de andere Partijen, dient de centrale registratieautoriteit dit onmiddellijk te melden bij de centrale registratieautoriteit van de Partij op welker grondgebied het voertuig het laatst werd geregistreerd. De in artikel 5 genoemde registratiegegevens van het voertuig, alsmede de registratiedatum dienen te worden opgegeven.

2. Indien een rijbewijs dat werd afgegeven op het grondgebied van een van de Partijen wordt vervangen, ingewisseld of geregistreerd op het grondgebied van een van de andere Partijen, dient de centrale registratieautoriteit van de centrale registratieautoriteit van de Partij die het rijbewijs heeft afgegeven hiervan onverwijld in kennis te stellen. De in artikel 5 genoemde registratiegegevens van het rijbewijs en de datum van vervanging, inwisseling of registratie dienen te worden opgegeven.

Artikel 8

1. Alleen de centrale registratieautoriteiten van de Partijen hebben rechtstreekse toegang tot de ingevolge het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem voor opvraging beschikbare opgeslagen gegevens.

2. Deze autoriteiten zijn namens hun Partij verantwoordelijk voor het juiste functioneren van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem en nemen de passende maatregelen om te zorgen dat de bepalingen van het Verdrag worden nageleefd.

Artikel 9

Informatie die uit hoofde van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem wordt overgedragen kan door de centrale registratieautoriteiten, in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen en uitsluitend om het in artikel 2, tweede lid, vermelde doel te bereiken, worden doorgegeven aan de administratieve autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de registratie van voertuigen en de afgifte en registratie van rijbewijzen.

In overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen kan deze informatie uitsluitend worden doorgegeven aan politie-, douane-, gerechtelijke en nationale beveiligingsinstanties om het in artikel 2, tweede lid, vermelde doel te bereiken. Deze informatie mag in geen geval aan een ander orgaan of andere organisatie worden doorgegeven.

Article 10

Les autorités centrales garantissent que tous les documents reçus de la part d'autres autorités centrales seront invalidés, détruits ou restitués à l'autorité concernée, conformément aux prescriptions nationales des Parties.

CHAPITRE 4. — *Protection des données*

Article 11

1. Les Parties ne doivent utiliser des données qui sont communiquées dans le cadre du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire qu'aux seules fins de la réalisation de l'objet défini à l'article 2, alinéa (2).

2. L'utilisation des données ne doit intervenir que conformément aux prescriptions nationales des Parties, pour autant que le Traité ne prévoit pas des prescriptions plus sévères.

Article 12

Si des données sont échangées entre des autorités centrales dans le cadre du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire, l'autorité centrale ayant communiqué les données doit, sur sa demande, être informée de l'utilisation des données transmises ainsi que des mesures prises consécutivement.

Article 13

L'autorité centrale qui communique les données, est tenue de vérifier l'exactitude des données à communiquer ainsi que la nécessité et la proportionnalité de cette communication par rapport à la finalité poursuivie. Les prescriptions nationales applicables en matière de communication de données doivent être respectées.

S'il est établi que des données inexactes ou des données qui n'auraient pas dû être communiquées ont fait l'objet d'une communication, l'autorité centrale destinataire de ces données doit en être informée sur-le-champ. L'autorité centrale destinataire est alors tenue de supprimer ou de corriger les données qu'elle a reçues.

Article 14

La personne concernée doit, sur sa demande, être informée des données la concernant ayant fait l'objet d'une communication et de la finalité de cette communication. L'obligation de pareille information n'est pas donnée, s'il est établi que, selon les prescriptions nationales, l'intérêt public de ne pas communiquer cette information prime le droit de la personne concernée par la communication de cette information. Par ailleurs, le droit de la personne concernée d'être renseignée sur les données existant sur sa personne est régi par les prescriptions nationales de la Partie sur le territoire national de laquelle le renseignement est demandé.

Article 15

Pour autant que les prescriptions nationales applicables à l'autorité centrale qui communique des données prévoient des délais de suppression particuliers pour les données personnelles ayant fait l'objet d'une communication, l'autorité centrale communiquant les données informe, en conséquence, le destinataire des données. Indépendamment de ces délais, les données personnelles ayant fait l'objet d'une communication doivent être supprimées dès qu'elles ne sont plus nécessaires aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées.

CHAPITRE 5. — *Sécurité du système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire*

Article 16

1. Les autorités centrales prennent les mesures techniques et organisationnelles requises pour assurer la sécurité des données dans le cadre du Traité.

2. En particulier, il y a lieu de prendre des mesures destinées à

- i) empêcher que des personnes non autorisées aient accès aux installations destinées à la gestion des données;
- ii) empêcher que des données soient lues, copiées, modifiées ou supprimées par des personnes non autorisées;
- iii) empêcher la consultation ou la communication non autorisée de données;
- iv) empêcher la lecture ou la copie non autorisée de données pendant qu'elles sont communiquées.

Artikel 10

De centrale registratieautoriteiten dienen te verzekeren dat alle van andere centrale registratieautoriteiten ontvangen documenten ongeldig worden gemaakt, worden vernietigd of geretourneerd aan de desbetreffende autoriteit, in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen.

HOOFDSTUK 4. — *Bescherming van gegevens*

Artikel 11

1. De Partijen dienen de ingevolge het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem overgedragen informatie uitsluitend te gebruiken om het in artikel 2, tweede lid, vermelde doel te bereiken.

2. De informatie dient uitsluitend te worden gebruikt in overeenstemming met de nationale voorschriften van de Partijen, tenzij het Verdrag striktere bepalingen dienaangaande bevat.

Artikel 12

Indien er ingevolge het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem informatie wordt uitgewisseld tussen de centrale registratieautoriteiten, dient de centrale registratieautoriteit die de informatie verstrekt er desgevraagd van op de hoogte te worden gesteld voor welk gebruik de verstrekte informatie moet dienen en welke vervolgmaatregelen er worden genomen.

Artikel 13

De centrale registratieautoriteit die de informatie verstrekt, dient toe te zien op de nauwgezetheid van de te verstrekken informatie en te bezien of deze noodzakelijk en passend is in verband met het doel waarvoor deze wordt verstrekt. De relevante nationale voorschriften over de verstrekking van gegevens moeten worden nageleefd.

Indien duidelijk wordt dat er onjuiste informatie is verstrekt of informatie die niet had mogen worden verstrekt, dient de centrale registratieautoriteit die de informatie ontvangt, hiervan onverwijld in kennis te worden gesteld. De centrale registratieautoriteit die de informatie ontvangt, dient de ontvangen informatie dan te verwijderen of te corrigeren.

Artikel 14

De betrokken persoon dient desgevraagd te worden geïnformeerd over de over hem verstrekte informatie en over het gebruik dat hiervan zal worden gemaakt. Verstrekking van deze informatie is niet verplicht, indien in overeenstemming met de nationale voorschriften wordt geoordeeld dat het openbaar belang van het niet-verstrekken van de informatie zwaarder weegt dan het belang van de betrokken persoon bij het verkrijgen van de informatie. Bovendien zijn op het recht van de betrokken persoon om in kennis te worden gesteld van de informatie die over hem beschikbaar is, de nationale voorschriften van toepassing van de Partij op wiens grondgebied om de informatie wordt verzocht.

Artikel 15

Voor zover de nationale verordeningen die van toepassing zijn op de centrale registratieautoriteit die de informatie verstrekt, voorschrijven dat de verstrekte persoonlijke informatie na een bepaalde periode dient te worden verwijderd, dient de centrale registratieautoriteit die de informatie verstrekt de ontvanger van informatie dienovereenkomstig te informeren. Ongeacht deze periodes dient de verstrekte persoonlijke informatie te worden verwijderd zodra deze niet langer nodig is voor het doel waarvoor deze werd verstrekt.

HOOFDSTUK 5. — *Beveiliging van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem*

Artikel 16

1. De centrale registratieautoriteiten dienen de benodigde technische en organisatorische maatregelen te nemen om de beveiliging van gegevens in het kader van het Verdrag te verzekeren.

2. Er dienen met name maatregelen te worden genomen om

- i) te voorkomen dat onbevoegde personen toegang verkrijgen tot de gegevensverwerkingapparatuur;
- ii) te voorkomen dat informatie door onbevoegde personen wordt gelezen, gekopieerd, gewijzigd of verwijderd;
- iii) ongeoorloofde ondervraging of overdracht van informatie te voorkomen;
- iv) te voorkomen dat informatie tijdens de overdracht door onbevoegden wordt gelezen of gekopieerd.

Article 17

Les autorités centrales doivent s'assurer que des enregistrements soient dressés et que les enregistrements détenus par elles sur les données récupérées auprès des autorités centrales des Parties soient conformes aux prescriptions nationales sur la protection des données.

Ces enregistrements :

- i) doivent comporter la raison de la récupération, des indications détaillées sur les données récupérées ainsi que la date et l'heure des récupérations;
- ii) ne doivent être utilisés qu'à des fins d'audit;
- iii) doivent être protégés de façon appropriée contre une utilisation irrégulière et contre toute autre forme d'abus et être supprimés après douze mois.

CHAPITRE 6. — *Surveillance de la protection des données*

Article 18

Chaque Partie désigne, conformément à la Directive 95/46/CE, ses autorités de contrôle nationales qui sont chargées de surveiller de façon tout à fait indépendante le respect des prescriptions sur la protection des données du Traité.

Les autorités de contrôle procèdent à une surveillance et à des contrôles indépendants, conformément à leurs prescriptions légales nationales particulières, en vue de garantir que les droits des personnes concernées ne sont pas violés de par la récupération et l'utilisation des données. A ces fins les autorités de surveillance ont accès au Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire.

CHAPITRE 7. — *Organisation*

Article 19

1. Il est institué un Comité composé des représentants des autorités centrales des Parties. Indépendamment du nombre de représentants qu'elle délègue au Comité, chaque autorité dispose d'une voix.

Les résolutions du Comité relatives aux dispositions de l'alinéa (2) sous *a*) sont prises à l'unanimité et celles relatives aux dispositions de l'alinéa (2) sous *b*) avec une majorité des quatre cinquièmes.

Le Comité arrête son règlement intérieur initial à l'unanimité; les amendements subséquents sont adoptés à la majorité des quatre cinquièmes.

2. Le Comité est responsable

- a*) pour la mise en œuvre et l'application conforme des dispositions du Traité;
- b*) pour le fonctionnement conforme du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire sur le plan technique et opérationnel; il surveille notamment les mesures prises par les autorités centrales conformément à l'article 16, alinéa (2), aux fins de garantir la sécurité des données.

3. Les votes peuvent être émis sous réserve de leur confirmation ultérieure endéans un délai maximum de deux mois.

4. Les résolutions prises à l'unanimité engagent les Parties dans le cadre de leurs prescriptions nationales.

5. Les résolutions prises à la majorité des voix ont un caractère de recommandations pour les Parties qui ont voté contre la résolution.

Article 20

1. Les frais relatifs à la gestion et à l'utilisation du Système d'Information européen concernant les véhicules et les permis de conduire par les Parties sur leur territoire national sont à charge de la Partie concernée.

2. Sous réserve de l'assentiment préalable du Comité les dépenses communes générées par la mise en œuvre du Traité sont supportées par les Parties à parts égales.

CHAPITRE 8. — *Responsabilité*

Article 21

1. Si quelqu'un a subi un préjudice suite à un traitement illégal de données auxquelles se rapporte le Traité, la Partie de l'autorité centrale destinataire des données en est responsable vis-à-vis de lui, conformément à sa législation nationale. Elle ne peut se soustraire à sa responsabilité vis-à-vis de la personne lésée en invoquant le fait que le préjudice a été causé par l'autorité ayant communiqué les données.

Artikel 17

De centrale registratieautoriteiten dienen te verzekeren dat er archieven worden aangelegd en dat de door hen bijgehouden archieven op basis van informatie die is betrokken van de centrale registratieautoriteiten van de Partijen voldoen aan de nationale vereisten voor gegevensbescherming.

Deze archieven dienen :

- i) de reden van raadpleging, details van de geraadpleegde informatie en de datum en het tijdstip van raadplegingen te bevatten;
- ii) uitsluitend te worden gebruikt voor controledoeleinden;
- iii) passend te worden beschermd tegen onjuist gebruik en tegen ander misbruik en na twaalf maanden te worden verwijderd.

HOOFDSTUK 6. — *Toezicht op gegevensbescherming*

Artikel 18

Elke Partij dient haar nationale toezichthoudende autoriteiten overeenkomstig Richtlijn 95/46/EG te benoemen, die tot taak hebben volledig onafhankelijk toezicht uit te oefenen op de naleving van de bepalingen van het Verdrag inzake gegevensbescherming.

De toezichthoudende autoriteiten oefenen onafhankelijk toezicht en controles uit in overeenstemming met hun nationale specifieke wettelijke voorschriften, om te verzekeren dat de rechten van de desbetreffende personen niet worden geschonden door opvraging en gebruik van de informatie. Voor dit doel hebben de toezichthoudende autoriteiten toegang tot het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem.

HOOFDSTUK 7. — *Organisatie*

Artikel 19

1. Er dient een Raad te worden samengesteld bestaande uit vertegenwoordigers van de centrale registratieautoriteiten van de Partijen. Elke autoriteit heeft één stem, ongeacht het aantal vertegenwoordigers dat elke centrale registratieautoriteit naar de Raad afvaardigt.

De Raad neemt besluiten betreffende de bepalingen van het tweede lid, letter *a*) aan, met eenparigheid van stemmen, en besluiten betreffende de bepalingen van het tweede lid, letter *b*), met viervijfde meerderheid.

De Raad keurt zijn eerste Huishoudelijk Reglement met eenparigheid van stemmen goed; latere wijzigingen worden goedgekeurd met viervijfde meerderheid.

2. De Raad is verantwoordelijk voor :

- a*) de tenuitvoerlegging en de correcte toepassing van de bepalingen van het Verdrag;
- b*) het juiste technisch en operationeel functioneren van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem; hij dient met name toezicht te houden op de maatregelen die de centrale registratieautoriteiten nemen in overeenstemming met artikel 16, tweede lid, om de beveiliging van informatie te waarborgen.

3. Stemmen kunnen worden uitgebracht onder voorbehoud van latere bevestiging binnen maximaal twee maanden.

4. Met eenparigheid van stemmen aangenomen besluiten zijn bindend jegens Partijen in het kader van hun nationale voorschriften.

5. Besluiten die bij meerderheid van stemmen zijn aangenomen, hebben voor Partijen die tegen het besluit hebben gestemd, de status van aanbevelingen.

Artikel 20

1. De kosten van exploitatie en toepassing van het Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem door Partijen op hun grondgebied komen voor rekening van de betrokken Partij.

2. Onder voorbehoud van voorafgaande goedkeuring van de Raad komen de gemeenschappelijke kosten in verband met de uitvoering van het Verdrag in gelijke delen voor rekening van de Partijen.

HOOFDSTUK 8. — *Verantwoordelijkheid en aansprakelijkheid*

Artikel 21

1. Indien iemand schade heeft geleden als gevolg van wettelijk ontoelaatbare verwerking van informatie waarop het Verdrag betrekking heeft, is de Partij van de centrale registratieautoriteit die de informatie ontvangt, aansprakelijk jegens hem in overeenstemming met haar nationale recht. Zij kan zich niet ontlasten van haar aansprakelijkheid jegens de benadeelde persoon door als excuus aan te voeren dat de schade werd veroorzaakt door de autoriteit die de informatie heeft overgedragen.

2. Si la Partie de l'autorité centrale destinataire répare le préjudice causé par l'utilisation de données incorrectes ou de données communiquées de façon non conforme, cette Partie demande à la Partie de l'autorité centrale ayant communiqué les données de la tenir indemne.

3. La Partie de l'autorité centrale ayant communiqué les données peut être dégagée totalement ou partiellement de sa responsabilité, si elle peut établir qu'elle n'est pas responsable.

CHAPITRE 9. — Dispositions finales

Article 22

1. A l'égard des Parties contractantes ayant déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, le Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le dépositaire du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2. Pour la cinquième Partie contractante, le Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception par le dépositaire de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 23

Chaque Partie notifie au dépositaire ses autorités centrales nationales responsables de la gestion des banques de données centrales des véhicules et des permis de conduire.

Article 24

1. Tout Etat qui applique les dispositions de protection des données de la Directive 95/46/CE du Parlement Européen et du Conseil du 24 octobre 1995 peut demander son adhésion au Traité.

2. Une telle demande d'adhésion doit être adressée par écrit au dépositaire et elle est sujette à l'approbation unanime des Parties.

3. Les instruments d'adhésion sont à déposer auprès du dépositaire.

4. Pour chaque Etat adhérent, le Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de dépôt par cet Etat de son instrument d'adhésion.

Article 25

Le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg est le dépositaire du Traité.

Il informe les Parties contractantes et adhérentes :

- a) de chaque signature;
- b) de chaque demande d'adhésion dont question à l'article 24;
- c) de chaque dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- d) de la date d'entrée en vigueur pour chaque Partie;
- e) de chaque notification de dénonciation du Traité;
- f) des autorités centrales nationales notifiées en vertu de l'article 23.

Article 26

1. Chaque Partie peut dénoncer le Traité à tout moment, après un délai de deux ans à compter du jour de l'entrée en vigueur du Traité pour cette Partie.

2. La dénonciation est notifiée par écrit au dépositaire.

3. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification afférente par le dépositaire.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Traité.

Fait à Luxembourg le 29 juin 2000 dans les langues allemande, anglaise, française et néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, en un exemplaire original qui est déposé dans les archives du Gouvernement du grand-duché de Luxembourg, qui en remet une copie certifiée conforme à chaque Partie contractante et adhérente.

2. Indien de Partij van de ontvangende centrale registratieautoriteit een vergoeding betaalt voor schade die werd veroorzaakt door het gebruik van onjuiste of onjuist verstrekte informatie, dan verzoekt die Partij de Partij van de verstreckende centrale registratieautoriteit om schadevergoeding.

3. De Partij van de verstreckende centrale registratieautoriteit kan geheel of gedeeltelijk van haar aansprakelijkheid worden ontslagen, indien zij bewijst dat zij niet verantwoordelijk kan worden gehouden.

HOOFDSTUK 9. — Slotbepalingen

Artikel 22

1. Het Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst door de Depositaris van de nederlegging van de vierde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring voor de verdragsluitende Partijen die hun akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring hebben nedergelegd.

2. Voor de vijfde verdragsluitende Partij treedt dit in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst door de Depositaris van de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 23

Elke Partij dient de Depositaris ervan in kennis te stellen welke nationale centrale registratieautoriteiten verantwoordelijk zijn voor het beheer van de centrale voertuig- en rijbewijsregisters.

Artikel 24

1. Elke Staat die de bepalingen betreffende gegevensbescherming van Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 toepast, kan een aanvraag voor toetreding tot het Verdrag indienen.

2. Een dergelijke aanvraag dient schriftelijk te worden ingediend bij de Depositaris en dient met eenparigheid van stemmen te worden goedgekeurd door de Partijen.

3. Akten van toetreding dienen te worden nedergelegd bij de Depositaris.

4. Voor elke Staat die tot het Verdrag toetreedt, treedt dit in werking op de eerste dag van de tweede maand na de datum van nederlegging door die Staat van zijn akte van toetreding.

Artikel 25

De regering van het Groothertogdom Luxemburg fungeert als Depositaris voor het Verdrag.

Deze stelt de verdragsluitende en toegetreden Partijen in kennis van :

- a) elke ondertekening;
- b) elke aanvraag voor toetreding, bedoeld in artikel 24;
- c) elke nederlegging van een akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;
- d) de datum van inwerkingtreding voor een Partij;
- e) elke kennisgeving van terugtrekking uit het Verdrag;
- f) de overeenkomstig artikel 23 genotificeerde nationale centrale registratieautoriteiten.

Artikel 26

1. Elke Partij kan zich uit het Verdrag terugtrekken te eniger tijd na twee jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het Verdrag voor die Partij in werking is getreden.

2. Terugtrekking vindt plaats door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Depositaris.

3. Een dergelijke terugtrekking wordt van kracht een jaar na ontvangst van een dergelijke kennisgeving door de Depositaris.

Ten blijke waarvan de hiertoe naar behoren gevolmachtigde ondergetekenden dit Verdrag hebben ondertekend.

Ondertekend te Luxemburg op 29 juni 2000 in de Duitse, Engelse, Franse en Nederlandse taal, waarvan de vier teksten gelijkelijk authentiek zijn, en waarvan één origineel dient te worden nedergelegd bij de Regering van het Groothertogdom Luxemburg, die een gewaarmerkt afschrift hiervan dient te sturen aan iedere verdragsluitende en toegetreden Partij.

**Traité sur un Système d'information européen concernant les véhicules et les permis de conduire (EUCARIS),
fait à Luxembourg le 29 juin 2000**

Etats	Date Authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur locale
ALLEMAGNE	29/06/2000	Ratification	08/04/2004	01/05/2009
BELGIQUE	29/06/2000	Ratification	06/03/2009	01/05/2009
LUXEMBOURG	29/06/2000	Ratification	09/03/2004	01/05/2009
PAYS-BAS	29/06/2000	Acceptation	04/05/2001	01/05/2009
ROYAUME-UNI	29/06/2000	Ratification	04/03/2009	01/05/2009

**Verdrag betreffende een Europees voertuig- en rijbewijsinformatiesysteem (EUCARIS),
gedaan te Luxemburg op 29 juni 2000**

Staten	Datum Authenticatie	Type instemming	Datum instemming	Datum interne inwerkingtreding
BELGIE	29/06/2000	Bekrachtiging	06/03/2009	01/05/2009
DUITSLAND	29/06/2000	Bekrachtiging	08/04/2004	01/05/2009
LUXEMBURG	29/06/2000	Bekrachtiging	09/03/2004	01/05/2009
NEDERLAND	29/06/2000	Aanvaarding	04/05/2001	01/05/2009
VERENIGD KONINKRIJK	29/06/2000	Bekrachtiging	04/03/2009	01/05/2009

Réserve à l'article 2 (1) du Traité

« En attendant que la fiabilité du fichier central belge des permis de conduire soit suffisamment établie, l'autorité belge participera uniquement à la mise en place et la maintenance d'un système commun d'échange de données relatives aux véhicules. Une réserve générale est donc apportée à toutes les clauses du traité concernant les permis de conduire. »

Notification

Désignation d'une autorité centrale nationale
(Article 23 du Traité)

« Le Service public fédéral Mobilité et Transports - Directeurat général Mobilité et Sécurité routière. »

Voorbehoud bij artikel 2 (1) van het Verdrag

« In afwachting dat de betrouwbaarheid van het centraal rijbewijsregister in België op voldoende wijze wordt vastgesteld, zal de Belgische overheid enkel deelnemen aan het opzetten en instandhouden van een gemeenschappelijk systeem voor de uitwisseling van voertuiggegevens. Aldus wordt een algemeen voorbehoud gemaakt betreffende al de bepalingen van het verdrag die handelen over rijbewijzen. »

Kennisgeving

Aanduiding van een nationale centrale registratieautoriteit
(Artikel 23 van het Verdrag)

« De Federale Overheidsdienst Mobilité en Vervoer - Directoraat-generaal Mobilité en Verkeersveiligheid. »

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2009 — 1425

[C - 2009/00261]

6 AVRIL 2009. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par la loi du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 1967 portant, en temps de paix, organisation des services communaux et régionaux d'incendie et coordination des secours en cas d'incendie, l'article 12, modifié par les arrêtés ministériels des 17 novembre 1977, 4 septembre 1980, 2 décembre 1991, 4 janvier 2001 et 28 juin 2004;

Vu la proposition du gouverneur de la Province de Luxembourg du 3 mars 2009;

Vu l'avis du Conseil communal de Marche-en-Famenne du 19 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil communal de Somme-Leuze du 22 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil communal de Durbuy du 28 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil communal de Rendeux du 28 janvier 2009;

Vu l'avis du Conseil communal de Hotton du 2 février 2009;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2009 — 1425

[C - 2009/00261]

6 APRIL 2009. — Ministerieel besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, op artikel 9, § 1, lid 1, vervangen bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 1967 houdende, voor de vreedstijd, organisatie van de gemeentelijke en gewestelijke brandweerdiensten en coördinatie van de hulpverlening in geval van brand, op artikel 12, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 november 1977, 4 september 1980, 2 december 1991, 4 januari 2001 en 28 juni 2004;

Gelet op het voorstel van de gouverneur van de Provincie Luxemburg van 3 maart 2009;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Marche-en-Famenne van 19 januari 2009;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Somme-Leuze van 22 januari 2009;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Durbuy van 28 januari 2009;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Rendeux van 28 januari 2009;

Gelet op het advies van de gemeenteraad van Hotton van 2 februari 2009;